

# Révolution Sociale



Décembre 2022



travailsocial.npa92@protonmail.com



revolution.sociale.npa



Révolution sociale - militant.e.s  
du secteur social du NPA

## ***Pour une action sociale et médico sociale au service de l'humain, pas des profits !***

Ce 29 Novembre les salariées du secteur social et médico social étaient à nouveau en lutte. Face à une situation devenue intolérable, un mouvement social national a gagné le secteur social et médico social depuis quelques années. Il a fait un bond décisif, le 7 décembre 2021, avec des taux de grève et de présence en manifestation sans précédent.

Les directions syndicales, poussées par la base, appellent à poursuivre la mobilisation Mais, pour l'instant le gouvernement a concédé seulement quelques miettes (extension partielle du Ségur). De nombreuses grèves locales sont cours. La radicalisation des modes d'action (occupation et grèves illimitées comme au CASVP) sont de moins en moins marginales. Pour gagner, face à un pouvoir décidé à poursuivre sa politique, il est impératif de passer à l'étape supérieure.

## ***La logique inhumaine d'un capitalisme ravageur***

Le secteur social et médico-social subit une offensive néolibérale depuis plusieurs décennies. Les attaques sont les mêmes que dans la santé, l'éducation, les transports...

Les budgets sont en baisse alors que les besoins explosent. Les personnels sont sommés de toujours faire plus et mieux avec moins ! En diminuant les subventions, l'État peut financer directement le patronat (baisse des cotisations patronales, des impôts sur les entreprises...). Des aides à hauteur de 157 milliards d'euros pour 2019 !

## ***L'industrialisation du secteur social***

Les capitalistes veulent faire de notre secteur une manne financière. Tout en prônant un capitalisme prétendument « humain », ils veulent s'approprier les richesses qui jusqu'alors leur échappaient.

Cela se traduit par la privatisation des segments les plus solvables du secteur (aide aux devoirs, service à la personne, agences de voyages « adaptées »...) et la mise en place d'un marché de l'action sociale : dérive gestionnaire qui entraîne un renforcement des...

sièges sociaux au dépend des professionnel.les de terrain ; une standardisation des pratiques qui permet de faciliter l'anticipation et de rationaliser notre travail tel une chaîne de montage, enfin, une paupérisation des travailleurs et travailleuses avec le quasi gel des salaires, dans le public ou privé.

C'est dans cette optique que les organisations patronales (NEXEM, FEHAP, Croix rouge...) agissent dans le secteur associatif et privé. Actuellement, elles tâchent d'activer les travaux pour une convention collective unique de bas niveau qui introduira par exemple le salaire au mérite. Rien à envier au MEDEF.

## ***Des conséquences pour les étudiant.es, les salarié.es et la population***

Les filières d'études médico-sociales et les centres de formation en travail social subissent des réformes visant à uniformiser pour rendre interchangeable les professionnel.les, mais aussi pour disqualifier les professions de terrain. Précarité et conditions de stage très difficiles éloignent les volontaires, et les centres de formation ont perdu 40% des effectifs en 2 ans !

Dans les services et établissements, les professionnel.les s'épuisent à travailler dans des conditions toujours plus dégradées (vacances de postes, surcharge de travail, violences managériales, bas salaires, contrats précaires, etc). La montée en flèche des normes et protocoles engendre la perte de sens du travail. Ils et elles sont de plus en plus des précaires qui s'occupent d'autres précaires. Le tout provoquant burn out, arrêt maladie, démission du secteur, mais également des mobilisations sans précédent.

Du côté de la population, les drames s'enchaînent dans la protection de l'enfance, les listes d'attentes s'accumulent dans les structures du handicap, des personnes dorment à la rue faute de place d'hébergement ou de réquisition des logements vacants...

## *Une rupture à gagner par nos luttes*

On mesure l'état d'une société à la manière dont elles traite ses plus vulnérables. La manière dont Macron et les siens, traitent le social le médico social, tout comme ils traitent nos aînés ou les personnes atteintes de troubles psychiques est le révélateur d'une société où tout est fait dans l'intérêt des « premiers de cordée », et où les plus pauvres et les plus vulnérables sont délibérément laissés sur le bord du chemin.

La lutte d'aujourd'hui, pour des services sociaux et médico- sociaux, de qualité, publics et gratuits gérés démocratiquement et directement par et pour les travailleur.euses et la population s'inscrit dans la perspective de la rupture avec une société capitaliste où les inégalités ne font que croître, où les profits insolents des uns se nourrissent de la précarité et de l'appauvrissement croissant des autres. C'est seulement en comptant sur la mobilisation, sur nos propres forces que nous y parviendrons.

---

## *Sécu : Faire grève paie...et paie même très bien !*

Les salariés de la cpam d'Ajaccio n'en pouvaient plus de travailler dans des conditions - en particulier d'accueil - déplorables et avec une directrice tyrannique. Ils et elles ont décidé de partir en grève.

Après 4 jours de grève majoritaire et voici la direction nationale qui accorde des choses qui étaient présentées comme impossibles : réouverture d'accueils, augmentations de salaires et embauches, titularisation de CDD. Pour couronner le tout, la directrice de la cpam a dû prendre un aller simple pour Paris !

Quand on s'unit rien n'est impossible !

## *Après le 29 nov : Poursuivre et amplifier le mouvement national, une nécessité !*

Ce 29 novembre, les salarié.es du secteur social et médico-social étaient de nouveaux mobilisé.es pour les exclu.es du SEGUR, des augmentations de salaire mais aussi l'amélioration des conditions de travail et des conditions d'accueil de la population.

Si la mobilisation est clairement en baisse par rapport aux précédentes mobilisations, les taux de grévistes restent importants pour le secteur. L'application du SEGUR à certains, le refus de prendre des initiatives dans certaines localités ou encore la mise en place de prime pour les exclus sont des éléments d'explications. Cependant des piquets de grève devant les établissements ont été bien suivies (ADAPEI 79, Fondation bon sauveur 22...). A l'APEI Moselle, les salarié.es ont même décidé de reconduire la grève.

Ces initiatives sont en effet importantes pour la suite du mouvement. En effet celui-ci est loin d'être terminé car

les problèmes de fond s'aggravent : Manque de personnels qualifiés, baisse du pouvoir de vivre, accentuation de la marchandisation du secteur... avec son lot d'impact pour la population.

Des raisons et des revendications identiques à nos collègues de la petite enfance, de pôle emploi, de la CAF ou de la santé. Seulement chacun y va de sa propre date. Ce 29 était également une journée de mobilisation dans la psychiatrie, seulement aucune jonction des 2 luttes.

Le 2 février, date de grève et de montée nationale à Paris, pourrait être l'occasion de réunir ces secteurs pour unir leurs forces. Une date dont l'organisation s'appuiera nécessairement sur les luttes locales qui se poursuivent mais aussi sur les luttes interprofessionnelles comme celle contre la réforme des retraites dans laquelle le secteur social et médico-social devra prendre toute sa part !

## *Pôle emploi : la direction régionale IDF déboutée !*

Le CSE avait voté une expertise suite à l'augmentation des remontées de situations de souffrances au travail et d'agressions...La DR avait saisi le tribunal judiciaire de Bobigny pour contester l'expertise !!!! Le 20 Octobre dernier le tribunal a débouté la direction !

La DR met les agents et les chômeurs en difficulté et nie la réalité : augmentation des agressions ( à Lille dernièrement un agent s'est fait agresser avec un couteau) et en parallèle augmentation des appels de chômeurs indiquant vouloir se suicider !

Le gouvernement et la DG pôle emploi sont responsables ! Solidarité agents-usagers contre cette politique !